

Section des Pyrénées Orientales

Perpignan le 17 mars 2015

Monsieur le Président

Solidaires Finances Publiques réaffirme, à l'occasion de ce CTL, sa totale opposition aux politiques menées par ce gouvernement tant en matière économique que sociale.

La politique de rigueur budgétaire imposée n'a pour conséquence qu'un ralentissement massif de la croissance, un chômage exponentiel, une perte de pouvoir d'achat des salariés du public et du privé et une perspective de déflation qui aurait des effets désastreux pour l'ensemble des concitoyens.

Les exemples de politique d'austérité qui ont frappé avec la plus extrême brutalité la Grèce et l'Espagne nous confortent à combattre de telles pratiques. Qu'est ce que l'humain aujourd'hui? Rien, une simple variable d'ajustement du monde de la finance.

Comment, dans cette société, peut-on privilégier des taux de rendements d'actions à plus de 15% par an et laisser mourir de faim et vivre dans la précarité toute une frange de la population ?

Quelles sont les perspectives pour nous et nos enfants?

Sous couvert d'une meilleure gestion des deniers publics, ce qui en soit n'est pas contestable, le gouvernement agit sans discernement.

La Direction Générale des Finances Publiques en est le plus bel exemple. Alors que le déficit n'est pas maîtrisé et que la dette s'accroît inexorablement par le manque de rentrée budgétaire, l'évasion fiscale est évaluée par l'ensemble des économistes dans une fourchette se situant entre 60 et 80 milliards d'€.

Solidaires Finances Publiques avait avancé cet ordre de grandeur depuis plusieurs années sans trouver d'échos. Aujourd'hui cette analyse est largement reprise dans toutes les instances.

Pour faire face à cette lutte contre la fraude fiscale, la seule réponse gouvernementale est la poursuite des suppressions d'emplois.

Depuis 2002 30000 emplois supprimés soit plus de 20% des effectifs.

Tout est dit.

Derrière les grands mots et les belles phrases aucun moyen, pire, la déliquescence. Arrêtons de se moquer du monde. Des agents de plus en plus démotivés, des citoyens sur lesquels on fait peser la pression fiscale au détriment de ceux qui profitent du système et échappent à l'impôt. Tout cela est inadmissible.

Solidaires Finances Publiques exige l'arrêt des suppressions d'emplois, le renforcement du maillage territorial. Les agents exigent une autre politique et une autre conception du service, public DGFIP. Notre rôle est au cœur de l'action publique il est à la fois budgétaire mais aussi social.

Le service public à travers son rôle social a plus que jamais un sens aujourd'hui.

La proximité des services crée des liens entre les citoyens. Il n'y a rien de pire pour la démocratie que des zones laissées en déshérence, abandonnées de tous.

Les agents de la DGFIP conscients de ces problèmes sont aujourd'hui à bout. Le mal-être en est la conséquence. Le diktat du toujours plus combiné avec le toujours moins n'est pas neutre psychologiquement, il est dévastateur.

Les conditions de vie au travail se détériorent au quotidien pour l'ensemble des agents et des chefs de service. La pression est continue et cela sans la moindre reconnaissance: le gel des salaires depuis 2010, le gel des primes, un plan de qualification en berne divisé par 6 en 2 ans pour les promotions de C en B et de B en A), un pouvoir d'achat qui se dégrade inexorablement. Tel est le constat non pas pessimiste mais simplement et banalement lucide de la dérive de la DGFIP. Si on souhaitait démobiliser les agents de cette administration on ne pourrait pas mieux s'y prendre.

Solidaires Finances Publiques n'a eu de cesse de dénoncer ces dérives et leurs conséquences. Cette déclaration liminaire n'est pas qu'un constat, c'est un avertissement et une mise en garde.

Pour ne venir aux sujets de ce CTL, Solidaires Finances Publiques réaffirme son opposition à la formation telle qu'elle est mise en place. A minima il faut que l'agent ait accès à la formation en dehors de son poste d'affectation et en présence d'un formateur.

Comment comprendre et dérouler une formation au milieu des conversations téléphoniques des collègues, des sonneries incessantes et de la réception ? Pour 2h annoncées dans le module, l'agent y passe au moins le double, quand il n'y renonce pas tout simplement.

La récupération des délais de route en matière de formation professionnelle semble acquise, les chefs de service et agents sont informés et nous vous en remercions.

Sur le budget les DDFIP sont désormais des Unités Opérationnelles Locales, puisque le BOP est désormais national. Cette « re-centralisation » peut paraître anachronique dans une période à forte tendance de décentralisation. Cependant ce changement s'inscrit parfaitement dans le paysage. En effet en 2014 la rallonge budgétaire de 34 millions d'€ obtenue par la DG a été distribuée aux directions les plus vertueuses en matière d'économies.

Solidaires Finances Publiques considère donc que la centralisation du BOP constitue un outil de pression pour la DG envers les directions, qui peut ainsi conditionner le niveau de déblocage de crédits supplémentaires à la pension des DDFIP à réformer et/ou à faire des économies.

Concernant le budget local, nous en débattons dans cette instance, mais nous ne pouvons que constater une nouvelle fois une baisse globale et nationale de plus de 26 millions d'€.

Pour conclure, nous vous demandons de consacrer le temps nécessaire pour discuter des nombreuses questions diverses. Ces questions concernent bien souvent directement les conditions de vie au travail des agents et il est légitime qu'ils aient des réponses de leur directeur.

Dans un contexte difficile en matière de budget et d'emplois qui vous est imposé, vous disposez de marges de manœuvre que vous pouvez utiliser dans l'intérêt des agents de ce département.